



Le trafic des stupéfiants et la criminalité organisée en Slovaquie

Mémoire de géopolitique

du colonel Milan MAXIM

dans le cadre de l'étude dirigée « Les criminalités transnationales »

Directeur : Cre Philippe MIGAUX
AVRIL 2001

FICHE DE PRESENTATION

1. Le trafic de stupéfiants et la criminalité organisée en Slovaquie
2. Colonel (terre) MAXIM Milan (Slovaquie)
3. 6 avril 2001
4. Groupe D 1
5. Mémoire de géopolitique
6. Menaces émergentes, les trafics de drogues et la criminalité organisée transnationale font malheureusement preuve d'un dynamisme inquiétant. En effet, cette nouvelle criminalité s'appuie aussi bien sur des filières traditionnelles que sur de nouvelles opportunités souvent nées des conflits armés. Elle profite de la faiblesse de certains Etats désarmés face à ce phénomène, compte tenu des facultés d'adaptation et de réactivité des nouveaux acteurs de criminalité. Ce phénomène prend aujourd'hui une ampleur particulière.
L'Europe constitue l'un des deux débouchés commerciaux les plus importants (avec les Etats-Unis d'Amérique) des grands trafics de stupéfiants et de la criminalité organisée. Au milieu de l'Europe se trouve la Slovaquie: pays démocratique, jeune et de petite superficie. Cette Slovaquie en pleine effervescence et restructuration, connaît de nouvelles conditions de circuits de production et de distribution. Le plus grave c'est la difficulté des forces de police à juguler le phénomène. Si les politiques de lutte sont connues, les moyens manquent, les situations de blocage sont légion. Beaucoup de secteurs de l'activité économique sont étroitement mêlés et permettent d'assurer en pleine impunité le blanchiment de l'argent sale : trafic de stupéfiants, criminalité économique et financière organisée, corruption ...
7. stupéfiants, drogues, criminalité organisée, blanchiment, argent sale

LE TRAFIC DE STUPEFIANTS ET LA CRIMINALITE ORGANISEE EN SLOVAQUIE

SOMMAIRE

Partie I :

Les problèmes liés au trafic de stupéfiants en Slovaquie
La consommation des stupéfiants avant 1989 et aujourd'hui
Le transfert et la production de produits psychotropes
La lutte contre le trafic de drogues

Partie II :

L'évolution du crime organisé en Slovaquie
La criminalité organisée en Slovaquie : naissance et développement
L'activité des organisations criminelles

Partie III :

La criminalité économique et financière organisée
Le concept de la criminalité économique organisée
La criminalité financière organisée
Le blanchiment de l'argent sale

INTRODUCTION

« L'opium !...je ne peux pas trouver des forces physiques pour vous prévenir ! »

Jean COCTEAU
(poète français, morphinomane)

La consommation de produits psychotropes provoque la toxicomanie. C'est un phénomène de fond particulièrement présent dans les sociétés modernes qui possède de nombreuses conséquences sur le plan culturel. Dans les pays industriels comme dans les pays en voie de développement ou dans les pays traditionnels, la consommation de drogues ne présente pas les mêmes visages. Phénomène nouveau, depuis la chute du Mur de BERLIN, en 1989, les stupéfiants pénètrent dans les jusqu'alors préservés du bloc socialiste posant de graves problèmes.

Ouverte au monde, la Slovaquie l'est également à l'univers des drogues. Les trafics liés au tourisme ; à l'immigration d'immigrés clandestins ; aux flux des personnes ou des marchandises, à la possibilité de cacher des stupéfiants dans les vêtements, les bagages mais aussi dans les corps des « touristes », facilitent l'importation illégale des drogues sur notre territoire.

La Slovaquie est d'ailleurs concernée non seulement par la production de produits stupéfiants mais également par leur transformation chimique. L'avènement de la société de consommation et la vulnérabilité des jeunes, offre un terrain peu propice à la lutte contre les stupéfiants. La responsabilité incombe largement aux familles qui semblent ne plus satisfaire à leurs devoirs en matière d'éducation. Mais pas seulement la famille n'est pas seule à être incriminée. Dans les grands quartiers urbains, se sont établis des « mouvements culturels » très influents qui engendrent une consommation importante de stupéfiants.

C'est un environnement très propice pour la diffusion des stupéfiants. Des toxicomanes souvent adolescents, influents et charismatiques, jouent un rôle majeur dans le développement de la consommation des stupéfiants auprès de leurs compagnons. C'est même curieusement un page de respect dans ces collectivités désœuvrées. Cette situation demeure très dangereuse par son effet contagieux de nouveaux et de nouveaux membres de « boules de neige » parmi communautés.

La consommation et le trafic de drogue engendrent un coût social que support la collectivité. Ce coût comprend deux parties. Tout d'abord la dépense publique, c'est-à-dire le budget consacré à la lutte contre la drogue

par les différentes administrations. Ensuite le coût des crimes, violences, dépenses de sécurité et de santé liée à la toxicomanie.

Les usagers de stupéfiants sont plus de plus en plus jeunes. C'est sont même parfois des enfants. Le terrain des écoles, est un lieu de prédilection, pour les dealers. Elles offrent la source pour de nouveaux clients particulièrement influençables. Le corps enseignant n'est pas armé pour affronter le problème de la drogue dans les établissements scolaires. Les parents ne veulent rien savoir de ces domaines désagréables. Ils sont persuadés que leurs familles sont exemptes des problèmes liés aux drogues.

Le trafic de drogue peut menacer la sécurité ou l'intégrité du pays et la vie de la population, comme l'illustre son développement en Slovaquie. Il importe donc de s'interroger sur les réels enjeux de ces trafics et ses différents bénéficiaires. La question soulevée par l'importance de la corruption et le blanchiment de l'argent de la drogue se pose également avec acuité. La privatisation du secteur bancaire ne facilite guère la transparence de l'origine des fonds liés au commerce de la drogue.

Les services répressifs publics doivent agir dans des domaines multiples : le trafic illicite de drogues, trafic illicite des matières nucléaires et radioactives, criminalité constituée de filières d'immigration clandestines, trafic illicite de véhicules, traite d'êtres humains. Ils doivent s'intéresser aux organisations criminelles impliquées dans ces domaines, et les activités de blanchiment s'y rapportant. Leur but est de soutenir les services spécialisés au sein de l'Etat pour lutter plus efficacement contre ces phénomènes criminels.

PREAMBULE

Tout semble avoir été dit et écrit sur les drogues et leur géopolitique, sur le blanchiment de l'argent et sur la criminalité organisée en général. Je n'en veux comme preuve le nombre élevé de mémoires sur ce sujet issus de la plume de stagiaires des différents pays. Au-delà d'un engouement qui pourrait être attribué à l'actualité de ce phénomène, il semble que cela traduise une prise de conscience de ce type de menace qualifiée d'émergente.

Faire preuve d'originalité devient dès lors un exercice délicat auquel je n'aurai pas l'outrecuidance de dire que je me suis livré. Néanmoins, ce sujet me paraît suffisamment grave pour m'amener à commettre quelques pages sur cette matière. Par goût, mais aussi pour ne pas réécrire ce que d'autres ont déjà formulé certainement avec plus de bonheur au niveau mondial ou européen, j'ai me suis limité à traiter de la géopolitique des drogues et de la criminalité organisée au niveau de la Slovaquie. Mes précédentes fonctions au sein de l'Armée de terre m'ont donné l'occasion de me consacrer légèrement à plusieurs reprises à ces domaines.

Je voudrais remercier les auteurs des ouvrages m'ayant servi de références bibliographiques, ainsi que mes camarades officiers français tout particulièrement le CBA CLEMENT. Je ne voudrais pas oublier l'officier du bureau de la section « Lutte contre stupéfiants » de la police spéciale en Slovaquie. Ceux-ci m'ont tous grandement facilité la tâche, comme tous ceux avec qui j'ai autrefois travaillé sur la situation slovaque en matière de lutte anti-drogues et anti-criminelle organisée.

LE TRAFIC DE STUPEFIANTS ET LA CRIMINALITE ORGANISEE EN SLOVAQUIE

Table des matières

	Page
Introduction	4
Préambule	7
Partie I : Les problèmes liés au trafic de stupéfiants	
1. 1 La consommation des stupéfiants avant 1989 et aujourd'hui	8
1. 11 La caractéristique de la criminalité liée au trafic de stupéfiants	9
1. 12 La vente de stupéfiants et son caractère organisé	11
1. 13 Le transfert et la production des produits psychotropes	13
1. 14 Le Programme national de lutte contre le trafic de drogues	15
1. 15 L'activité de la Police nationale et de la Douane	17
Partie II : L'évolution du crime organisé en Slovaquie	
2. 1 La criminalité organisée en Slovaquie : naissance et développement	20
2. 11 Le crime organisé en Slovaquie sous la période communiste	20
2. 12 La diffusion des crimes dans les pays de l'EST après 1989	21
2. 2 L'activité des organisations criminelles	23
2. 21 Les conditions pour l'évolution des activités criminelles	23
2. 22 Les groupes criminels agissant sur le territoire slovaque	24
Partie III : La criminalité économique et financière organisée	
3. 1 Le concept de la criminalité économique organisée	26
3. 11 La difficulté d'obtenir des témoignages	28
3. 12 Les éléments du crime économique organisé	29
3. 2 La criminalité organisée financière	30
3. 21 Le blanchiment de l'argent sale	31
3. 22 L'impact sur l'économie	32
Conclusion	35

LES PROBLEMES LIES AU TRAFIC DE STUPEFIANTS EN SLOVAQUIE

1.1 La consommation des stupéfiants avant 1989 et aujourd'hui.

Après la chute du mur de Berlin, avec l'effondrement de l'empire soviétique et la révolution de « velours » en Tchécoslovaquie, certains observateurs voient dans le monde d'aujourd'hui de nombreuses nouvelles menaces non plus traditionnellement militaires, mais tout aussi dangereuses pour notre société.

Le développement du trafic de stupéfiants en est une parfaite illustration. Les trafics de drogues font malheureusement preuve d'un dynamisme inquiétant. En effet, ils profitent aussi bien des filières traditionnelles que des nouvelles opportunités souvent nées de conflits armés, ils appuient sur la faiblesse de certains Etats nouveaux au régime démocratiques jeunes et fragiles. De plus, ils s'adaptent avec une efficacité et une réactivité extraordinaire à la nouvelle donne géopolitique et à la mondialisation des échanges. Ce phénomène prend aujourd'hui une ampleur particulière.

On ne peut plus aujourd'hui le réduire à un grave problème de santé publique qui pourrait être traité de façon interne par les Etats qui en sont victimes. Même si les drogues constituent avant tout aux yeux des citoyens, un fléau qui aliène la santé, l'esprit et la liberté des hommes ! Personne ne peut plus ignorer l'aspect financier, complexe et malsain, qui se tisse autour de l'exploitation, du commerce et de l'usage des stupéfiants.

Il est d'ailleurs frappant de constater que cette activité illicite non seulement s'accommode et profite des difficultés que connaît notre pays, l'Europe, et la planète.

Cette constance souligne l'actualité de la définition de la géopolitique des drogues, selon l'Observatoire Géopolitique des Drogues : « Tentative de saisir les éléments d'un phénomène mondial comme la drogue dans leur interaction à tous les niveaux : du producteur individuel aux grandes puissances, en passant par les groupes ethniques, les forces politiques ou militaires, les nations, les Etats et leurs différentes composantes, les institution internationales et les organisation criminelles. Tous agissent en fonction de stratégies propres qui se renforcent ou se combattent, mais s'interpénètrent toujours davantage. Tous se déploient sur des territoires de taille ou de nature différente, mais qui ne cessent de se superposer et de se déplacer mutuellement, pour aboutir à une dynamique dont la montée en puissance est aujourd'hui incontestable » Le choix de concentrer cette étude sur la Slovaquie peut dès lors surprendre, puisque toutes les publications et études faites sur la géopolitique des drogues démontrent la mondialisation de ce phénomène. Toutefois, la Slovaquie au

cœur de l'Europe apparaît comme étant un débouché commercial important (avec les Etats-Unis d'Amérique) pour les trafics de stupéfiants. De plus, la Slovaquie en pleine effervescence, se restructure et interfère dans les circuits de production et de distribution des plus novateurs. Elle témoigne de nombreuses difficultés techniques pour lutter contre ce phénomène compte tenu de l'arsenal, des mesures notamment législatives, à mettre en œuvre.

Avant toute chose, il est nécessaire d'effectuer des rappels sur les stupéfiants, leurs origines et leurs consommations avant 1989 pour établir le lien entre le développement de la drogue et les problèmes slovaques contemporains.

1. 11 La caractéristique de la criminalité liée au trafic de stupéfiants.

Les trois plantes dont proviennent les drogues les plus consommées dans le monde (le cannabis, le pavot et le cocaïer) ont des origines qui remontent au néolithique, montrant que l'histoire des drogues se confond avec celle des premières civilisations. Plus que la recherche du plaisir ou des soins médicaux, il semble bien que ce soit surtout la recherche de contacts avec le « Sacré » qui a été à l'origine de leur expansion originelle. Associée initialement à des effets relevant de la magie, la consommation de plantes aux propriétés hallucinogènes avait le plus souvent comme objectif de permettre aux hommes de retrouver le courage d'affronter le monde les entourant ou au contraire de parvenir à s'y soustraire. On voit d'ailleurs dans l'Iliade, Morphée procurer aux guerriers un agréable sommeil en les touchant avec la tige d'un pavot.

En Slovaquie pousse le pavot adventice (*Papaver rhoeas* Linné) qui ne comporte pas de stupéfiant, à l'exception d'une petite quantité de rhoeadine. Mais le cannabis (*Cannabis sativa*) qui est illicitement cultivé sur notre territoire, est un assez bon substrat pour développer la marijuana.

Les drogues de synthèse apparaissent dès le début du XX^e siècle pour compléter le tableau de drogues déjà inquiétant, transposant de l'industrie pharmaceutique aux rues des pays émergents, le savoir-faire de chimistes qui procurent le rêve là où il est peu accessible, et ce à des prix qui en font les « produits d'avenir » de cette fin de siècle. On peut alors citer John ABBOT, chef du National Criminal Intelligence Service (NCIS), qui déclare en 1997 que « les drogues de synthèse seront le cauchemar de l'an 2000 ». En 1941 on commence à produire de médicaments semi synthèse et de synthèse à base d'opium à HLOHOVEC. Depuis de cette époque et jusqu'à aujourd'hui, ils étaient utilisés comme des médicaments « Dolsin » ou « Valoron ». Pour la production de ces médicaments on utilise des têtes de pavot sèches en industrie pharmaceutique. La tête de pavot sèche comporte un peu près 0,5% d'alcalin actif.

L'un de barbituriques particulièrement criminogènes produit par notre l'industrie pharmaceutique s'appelle le « Rohypnol ». Au milieu du siècle il est produit pour modérer la douleur et diminuer les fièvres. Ces médicaments sont accessibles au public avec parcimonie. En conséquence ils sont aussi utilisés en complément des produits psychotropes. Le barbiturique typique de cette catégorie porte le nom commercial l'« Alnagon » en Slovaquie. La consommation de l'« Alnagon » produit des dommages énormes surtout sur les jeunes. Par exemple : Dans l'ancienne Tchécoslovaquie ont été consommées 185 000 tablettes en 1974, et 237 000 en 1984 ! Au bout de trois ans l'« Alnagon » fut retiré de la vente libre. Aujourd'hui, il se commercialise de façon illicite sous l'appellation de « Brown ».

En 1960, l'industrie pharmaceutique donne les nouveaux médicaments de synthèse sous le nom de « Fenmetrazin » et de « Dexfenmetrazin » ; les deux visent à guérir l'obésité. Mais, parce que, ils sont aussi utilisés, essentiellement par les musiciens, comédiens et étudiants, leur production fut arrêtée après quelques années.

Vers 1970 apparaît une nouvelle pratique : l'inhalation de vapeur de dissolvants organiques. Depuis longtemps elle est à l'origine de la pratique de la consommation de stupéfiants. Ces dissolvants organiques sont très dangereux car ils sont accessibles aux toxicomanes dans les magasins compte tenu de leur faible coût et de leur diversité. En général ils sont utilisés largement dans les imprimeries, blanchisseries etc. Au mieux il s'agit de dissolvants organiques peu dangereux comme le « benzine, acétone, éther » mais on utilise également beaucoup de dissolvants de qualité exécrationnelle.

Aujourd'hui, la drogue numéro 1 en Slovaquie reste toujours l'alcool. Mais la chute du « rideau de fer » ont apporté les drogues illégales à notre culture droguée « légale ». Le cannabis et ses dérivés, surtout la marijuana et le haschisch, deviennent les drogues « à la mode » pour une partie de notre jeunesse. A peu près 60% de ceux qui expérimentent les stupéfiants démarrent par des drogues « douces ». Elles sont la porte du monde de stupéfiants, la porte de « l'enfer ». Le problème très grave en Slovaquie c'est que la toxicomanie touche surtout la jeunesse. Nos experts estiment que les plus concernés sont les jeunes de 17 à 22 ans. Ce phénomène ouvre la voie à la délinquance et demeure l'une des causes du développement du SIDA. La situation est très défavorable à Bratislava, capital de la Slovaquie. En 1997, 20 jeunes en sont morts. C'est pourquoi la Slovaquie doit tenir compte de ce constat alarmant. Aux Etats-Unis un toxicomane met en moyenne 6 ans pour passer des drogues douces aux drogues dures (héroïne). Chez nous ce délai est réduit à 6 mois ! Mais il est faut de circonscrire l'usage de la drogue à la jeunesse. Des produits psychotropes stimulants sont consommés dans les milieux des entrepreneurs, des managers et chez les artistes. C'est une catégorie aisée de notre société qui est séduite par une consommation épisodique de ces stupéfiants !

En fait, la consommation de stupéfiants concerne l'ensemble de la population attirée par curiosité et ignorance. Elle sous-estime cet usage et n'y voit qu'un passe-temps innocent. Quel est le résultat ? Sur 502 personnes dépendantes de drogues examinées en 1998, 40% étaient contaminées par le SIDA. Et la réaction ? Les toxicomanes ont peur du SIDA et remplacent la transfusion par seringue d'héroïne par une technique d'inhalation et d'exhalaison après chauffe sur une cuillère.

La Slovaquie d'aujourd'hui connaît un développement important du commerce de la drogue. Depuis 1989 la Slovaquie est devenue un point de transit important sur la « Route des Balkans ». Une partie des stupéfiants transportés reste sur le territoire slovaque. L'élément le plus caractéristique pour la Slovaquie est qu'elle est pays de transit et un pays d'échanges. Le transit est effectué par les camions. Il s'agit d'héroïne notamment. Des dépôts d'héroïne sont aussi constitués sur notre territoire afin de stocker la drogue avant son transport par petites quantités au moyen de véhicules privés, de bus ou de camionnettes. C'est ainsi que les organisations criminelles évitent la saisie de grosses cargaisons, tirant ainsi tout avantage de la charge de travail sans cesse grandissante des services douaniers due à l'augmentation de la circulation des personnes et des biens.

La migration élevée est la conséquence de la position géographique. Il existe deux passages frontières importants au sud du pays : Medvedov et Komarno¹. Ils sont la porte principale pour le trafic de drogues par la « Route des Balkans ». Cette situation est amplifiée à l'est du pays par la frontière avec l'Ukraine et la situation politique et économique dans ces pays de l'ex-soviétiques. Avec une superficie d'exploitation artisanale de chanvre estimée à 1 million d'hectares, la Russie dispose d'un potentiel d'exportation de dérivés du cannabis quasi illimité. Même s'il demeure pour l'instant sous-exploité. Mais les produits de certains Etats sont déjà présents sur le marché international : ceux du Kazakhstan et du Kirghizistan avec près de 150 000 hectares à eux deux, mais aussi de l'Ukraine avec quelque 8000 hectares, de la Biélorussie, de la Géorgie et de l'Azerbaïdjan.

1. 12 La vente de stupéfiants et son caractère organisé.

Des observations de l'année 1997, il ressort que les ventes et les consommations de substances illicites augmentent sans cesse, mais de manière non uniforme. Les disparités se remarquent non seulement entre les pays, mais aussi à l'intérieur de ceux-ci. Alors que les réseaux trafiquants tracent de nouvelles frontières politiques et économiques, de nouveaux « modèles » de consommation dessinent les contours de l'usage des drogues dans le monde du XXI^e siècle.

¹ entre la Slovaquie et la Hongrie

Les groupes relevant de la criminalité organisée sont fréquemment impliqués dans plusieurs types de criminalité, même si certains groupes semblent se spécialiser dans un seul ou dans un nombre limité d'activités criminelles, le plus souvent liées directement aux drogues. Mais si la drogue est le ressort principal de la plupart des organisations criminelles, elles sont presque toutes des « agences multiservices », prêts à tout moment à basculer d'une activité lorsqu'elle devient trop dangereuse ou si la demande évolue. Mais évidemment, pour ce qui est du trafic de la drogue, tout le monde le considère comme le type d'activité le plus commun des groupes de criminalité organisée.

En Slovaquie il y a plusieurs facteurs qui favorisent l'expansion de stupéfiants au sein de la population. Ce sont :

- la position géographique,
- la perméabilité élevée des frontières,
- les mesures législatives insuffisantes ,
- le goût pour la liberté, les droits civils des citoyens,
- le développement de relations économiques,
- le développement de l'industrie chimique et pharmaceutique,
- l'absence de prévention coordonnée,
- la situation internationale (les Balkans, la désintégration de l'Union soviétique, l'intégration des migrants aux activités criminelles),
- la demande de stupéfiants etc.

Ces facteurs sont autant d'accélérateurs de création des trafics de drogues organisés. Aujourd'hui le trafic de stupéfiants a déjà un caractère organisé sur notre territoire (si on ne prend pas en compte la production des drogues ou la culture de cannabis individuelle).

Le caractère organisé des groupes criminels se traduit par des formes diverses. On peut les classer : selon une structure commerciale en chaîne :

- les groupes de « production- distribution- exportation » ou de « production- distribution »
- les groupes de « transit »
- les groupes de « transit- importation- distribution »

Il est également intéressant d'étudier la nationalité des groupes. En Slovaquie opèrent les groupes albanais, turcs, italiens, russes, ukrainiens etc. On peut classer les plus dangereux trafiquants de drogues en trois catégories : 1^{ière} catégorie des citoyens de l'Ex-Yougoslavie. Cette catégorie criminelle contrôle des marchandises. Elle utilise notre territoire comme un espace opérationnel pour le commerce des marchandises dans des pays voisins (en Hongrie, Autriche, Tchèque...). Elle possède des chaînes de dealers pour la vente domestiquée. La plupart des dealers sont les jeunes sans emploi, dépendants de la drogue. Les femmes ne sont pas exemptes.

2^{ème} catégorie des Tsiganes. Il s'agit de familles, jeunes femmes et plusieurs fois d'enfants.

3^{ème} catégorie des personnes isolées et débauchées : Des vastes réseaux dans les boîtes de nuit, recourant aux prostituées et à des gens sans emploi.

L'enchaînement international- les groupes internationaux : Il s'agit de groupes opérant sur les « Routes de Balkans ». L'une des caractéristiques principales des niveaux les plus hauts de la criminalité organisée, y compris des groupes impliqués dans le trafic international de stupéfiants, est le niveau de sophistication utilisée. Les groupes criminels développent des compétences en technologie informatique, en technique financière, en blanchiment de capitaux ainsi que dans les autres domaines de la délinquance financière.

Les groupes le plus actifs sont les groupes qui pratiquent « le transit-distribution », « le transit » et également « l'importation ». Bien sûr, la criminalité organisée impliquée dans le trafic de stupéfiants en Slovaquie n'a pas le caractère si vaste des pays occidentaux. Mais il faut noter que la criminalité liée au commerce des drogues s'organise de plus en plus.

Depuis de 1990 le transit de stupéfiants est effectué par les étrangers dans la plupart de cas. Mais aujourd'hui les Slovaques s'y investissent de plus en plus. Ils servent de « boîtes aux lettres » à la fois sur notre territoire et à l'extérieur. Par exemple de 1992 jusqu'à 1996, 109 Slovaques sont arrêtés à l'étranger pour trafic de drogues. Les saisies sont 319,973 kilos d'héroïne, 0,554 kilos de cocaïne, 32,004 kilos de haschisch, 0,030 kilos de « Amphétamine » et également 117 tablettes de « Rohypnol ». En Slovaquie, les saisies des drogues de 1990 jusqu'à 1996 ont été d'environ 215,33 kilos d'héroïne, 27, 022 kilogrammes de cocaïne, 56,435 kilogrammes de marijuana, 13,138 kilogrammes de haschisch et 0,01733 kilogrammes de « Amphétamine ». Et bien entendu, cette tendance est à la hausse.

Les modes de vente des drogues sont variées. Il s'agit tout d'abord de vente à domicile, sur la route ou aux endroits où se regroupe la jeunesse. Selon certains sondages on estime que dans la capitale se trouve à peu près 10 000 personnes ayant déjà goûtées à la drogue. Quelques cas d'utilisation de drogues par les personnes de moins de 10 ans ont pu être remarqués. Elles fument de la marijuana dans la plupart des cas. Ces personnes ne veulent pas collaborer avec les parents ni les médecins ou les policiers.

Si les différentes manières de vente des drogues et les structures des organisations criminelles sont aujourd'hui diversifiées en Slovaquie, leurs objectifs restent la maximalisation des profits. Cela amène à s'interroger sur la circulation de l'argent sale et à son blanchiment.

1. 13 Transfert et la production des produits psychotropes.

L'espace Schengen (dix pays sur les quinze de l'Union européenne) devient le plus important marché des drogues de la planète. Ce diagnostic de

l'Observatoire géopolitique des drogues est corroboré par la très forte progression des saisies de stupéfiants. En Europe, tous les records sont battus en 1999, à la fois pour l'héroïne (12,8 tonnes), le cannabis (693 tonnes de résine) et la cocaïne (43 tonnes). Au prix de détail du marché français (600 francs le gramme environ), les seules saisies de « coca » représentent une valeur marchande de 25 milliards de francs. Mais c'est l'explosion du trafic des drogues de synthèse qui préoccupe le plus les polices européennes : 14,1 millions de tablettes d'ecstasy ont été saisis en 1999, presque trois fois plus qu'en 1998. Jusqu'alors essentiellement consommatrice de drogues en provenance d'Asie ou d'Amérique latine, l'Europe devient également un important producteur, avec l'arrivée des drogues de synthèse. Cent trente-deux laboratoires clandestins de drogues synthétiques y furent démantelés en 1999. Les Pays-Bas produisent à eux seuls 90% d'une fabrication qui gagne la Belgique, l'Allemagne.

A l'extérieur de l'Union européenne (U.E.), la République tchèque, la Slovaquie, la Pologne, la Bulgarie et les pays baltes constituent les principaux pays producteurs ou exportateurs hors U.E. La production dans les pays d'Europe centrale et orientale est partiellement destinée à la sphère « Union européenne », l'Allemagne servant alors de pays de transit, notamment pour ce qui concerne les Etats membres nordiques. Les producteurs exportent ces substances psychotropes, surtout aux Etats-Unis, où la plupart des 5,6 millions de tablettes d'ecstasy saisies l'an dernier sont d'origine européenne. Ces drogues sont bon marché et faciles à fabriquer. Il est difficile de localiser les laboratoires car les drogues synthétiques peuvent être produites de manière très artisanale. Des sites Internet donnent même les recettes. En Slovaquie, ils font l'objet d'enquêtes. Le produit essentiel est le phosphore rouge pour la fabrication de « Pervitine » en Slovaquie. On peut dire que les organisations criminelles locales peuvent reconverter notre industrie chimique pour la production de drogues de synthèse. Cette solution est favorisée par plusieurs facteurs : les produits chimiques de base ne sont pas soumis à un contrôle sérieux, les chimistes très qualifiés et plusieurs fois sous-payés sont des cibles faciles à exploiter, les consommateurs ont peu l'habitude des drogues naturelles (du moins dans les zones urbaines) et n'ont donc aucun a priori contre leurs succédanés. Or, ces dernières années, les signes de la mise en place de production ont augmentés.

Les fabricants créent sans cesse de nouvelles molécules qui ne sont pas encore classées comme stupéfiants. Ils vont même jusqu'à soigner le design des comprimés d'ecstasy, avec des logos tels que ceux de Walt Disney, Batman, Mitsubishi... Au contraire de l'Europe occidentale, il est assez simple de se procurer le matériel pour une production illicite des produits psychotropes en Slovaquie. Il est possible de se procurer dans le réseau public et dans le réseau privé des entreprises chimiques. Des laboratoires entiers sont ainsi vendus !

Les importations en Europe de cannabis : d'autres stupéfiants de grande consommation, se développent en provenance du Maroc via l'Espagne. Mais la production locale se développe également : Aux Pays-Bas, 903 serres de culture de cannabis ont été découvertes et 409 000 plants furent saisis l'an dernier. En serre, les plants de cannabis peuvent donner quatre cycles végétatifs, avec une très forte teneur en THC, le principe actif du cannabis.

Du côté des drogues dures traditionnelles, l'héroïne et la cocaïne, l'Europe subit une fuite en avant de la part des pays producteurs. L'héroïne provient à 80% de l'Afghanistan, un pays qui a doublé sa production depuis 1998, en raison de la collusion entre les talibans et les trafiquants. La cocaïne arrive pour l'essentiel de Colombie, où elle est produite dans des zones souvent contrôlées par les mouvements de rébellion qui profitent aussi du business de la coke.

Dans ces pays, toute politique d'éradication des cultures de coca et d'opium qui sert à fabriquer l'héroïne est vouée à échec. Ces drogues continuent donc d'arriver en masse en Europe via deux portes d'entrée principales : à l'est par la Turquie pour l'héroïne, et au Sud par l'Espagne pour la cocaïne et au-delà, par la « Route des Balkans » traversant la Hongrie, la Slovaquie et la République Tchèque.

En Europe, les indicateurs des consommations des drogues classiques (dérivés du cannabis, héroïne, cocaïne et crack) restent, pour l'essentiel, relativement stables. Mais en Slovaquie la consommation augmente. D'ailleurs l'augmentation de la consommation des drogues de synthèse (amphétamines et autres stimulants - dont l'ecstasy - opiacés de synthèse, anabolisant et dopants de tous genres) s'est confirmée .

1. 14 Le Programme national de lutte contre le trafic de drogues.

Les politiques de lutte contre la toxicomanie font généralement preuve d'une faiblesse majeure : elles échouent aussi bien dans leurs efforts pour dissuader la production, le trafic et la consommation que dans la protection de la société des effets sociaux du trafic et de l'usage (délinquances, économie parallèle).

Le corps social, comme les autorités publiques, sont légitimement mal à l'aise devant ce phénomène difficile et complexe dans la mesure où il touche le cœur même des individus et leurs libertés en même temps qu'il constitue un phénomène social.

Les politiques de lutte contre la drogue et les activités qui leur sont liées souffrent de confusions diverses qui tiennent bien souvent à la méconnaissance des publics visés. L'incertitude ne touche pas seulement la question de savoir qui ils sont et ce qu'ils font. Plus profondément, il s'agit également de déterminer les logiques d'action des toxicomanes. Rendre plus claire la « rationalité » spécifique des acteurs permet de comprendre, dans un

deuxième temps, comment s'organisent les marchés locaux du crime. Envisager ainsi le problème sous l'angle des acteurs ou sous l'angle des réseaux qui les lient, peut contribuer à fonder de nouveaux modes intervention.

Quant aux relations entre la drogue et la délinquance ? Pour cette question, force est de constater que le désordre est grand et la réponse difficile à apporter. Certes, on imagine d'emblée que cela représente une véritable fourmilière : de la revente au détail, de la criminalité d'approvisionnement aux désordres publics liés à la concentration des usagers, etc. Mais le rapport causal de la drogue à la délinquance est loin d'être établi. Il faut donner la parole aux professionnels sur la question des flux et des moyens de contrôle des circuits d'approvisionnement des marchés de drogues mais aussi sur la place et le rôle de la police et de la douane dans la répression du trafic.

Aucun Etat n'est parvenu à contenir durablement la consommation et le trafic de drogues. La prohibition n'a pas jugulé cette activité économique illicite, alors que la prévention reste encore à l'état embryonnaire. Cette situation tient en fait à un constat très simple : tout le monde n'a pas intérêt, directement ou indirectement, à réduire le commerce de la drogue, alors que les conséquences de l'usage des drogues sont méconnues et que ceux qui sont les mieux placés pour agir n'en ont pas forcément la détermination.

La multiplicité des pratiques des différentes institutions dans beaucoup de pays (justice, police, douanes, etc.) introduit des règles variables concernant la répression de l'usage des drogues.

Pour éliminer les conséquences négatives de ces pratiques différentes un « Programme national de lutte contre le trafic de drogues » a été agréé par le gouvernement slovaque le 8 mai 1995. Ce plan désigne les principes fondamentaux pour résoudre les problèmes de drogues. C'est le document de base pour mobiliser tous les habitants slovaques sur ce domaine. Le principe majeur correspond à une action au jour le jour. Il s'agit de définir, centraliser et coordonner les efforts de notre société pour la protection de la vie et de la santé des citoyens mais aussi pour le jeu social et économique de l'Etat.

Le programme national de lutte contre le trafic de drogues souligne le besoin de contrôler les drogues et leur consommation uniquement pour les besoins médicaux. Egalement, il donne l'orientation de base de la politique « anti-drogues » de la Slovaquie pour l'avenir. Ce projet comporte des objectifs clairs dans les domaines de la prévention, des cures, de la réhabilitation, des droits pour la lutte contre la drogue ; dans le domaine médiatique mais aussi sur le plan de collaboration internationale.

L'action concrète de la politique « anti-drogues » est dévolue aux ministères et aux organes gouvernementaux. La politique de base de la Slovaquie pour la politique « anti-drogues » est contenu dans le préambule

du Programme national de lutte contre le trafic de drogue : « La République slovaque mesure l'importance du problème de la drogue dans la société et du danger surtout pour la jeune génération. Ce phénomène a des conséquences néfastes sur les plans santé, sociologique. Elle orientera son égard dans un domaine plutôt préventif tant pour l'information que pour le contrôle des dispositifs de fabrication, Ces principaux domaines constituent la politique anti-drogues en Slovaquie »².

La République slovaque est orientée vers un effort à mener selon les engagements internationaux pour le domaine de la lutte contre les drogues et contre la légalisation des profits liés à la criminalité droguée. Elle respectera et remplira ces engagements et conventions pour le contrôle de drogues, la réduction de la consommation des drogues par les individus dépendants mais également pour mener des actions préventives efficaces.

1. 15 L'activité de la Police nationale et de la Douane.

Il semble que dans le domaine de la lutte contre le trafic et l'usage illicite des stupéfiants l'année 1994 a été marquée en Slovaquie par une rupture essentielle. Que l'intervention de l'Etat ait pris à partir de cette date une tournure plus systématique et répressive qu'auparavant est un fait incontestable. La loi du 1 octobre 1994, le « Programme national de lutte contre le trafic... », la loi de la « lutte contre la criminalité organisée » et les statistiques policières et douanières, pour n'évoquer que les aspects les plus remarquables, indiquent en effet clairement que des changements importants sont alors intervenus, tant d'un point de vue qualitatif que quantitatif.

Les unités spéciales de la Police nationale ont des devoirs importants dans la lutte contre le trafic illicite de drogues en Slovaquie. Ce trafic illicite a beaucoup de formes. Il s'agit d'organiser les grands transports de drogues à travers notre territoire, d'engager des courriers, de transporter des drogues et les vendre chez nous ou à l'étranger. Il s'agit également de produire des matières psychotropes et de légaliser les profits liés au trafic illicite. La lutte contre cette criminalité organisée doit avoir le caractère organisé au sein de l'Etat et au sein de l'Etat et au sein de la collaboration internationale.

La Police nationale slovaque est articulée selon les attributions suivantes :

-le niveau central – l'unité nationale anti-drogues (elle est destinée à la lutte contre la criminalité organisée de la drogue au point de vue international) -le niveau régional – des sections anti- drogues (elles sont destinées à la lutte contre la vente des drogues « sur la route » dans une région en collaboration étroite avec l'unité nationale anti-drogues) -le niveau local – les unités de base de la Police (elles sont destinées à la prévention et à la sécurité anti-droque générale des citoyens)

² Les drogues dans l'expérience policière, Ministère de l'Intérieure, Bratislava 1998

La Douane, de par ses missions, ses moyens et son implantation, réalise environ trois quarts des saisies de drogue en Slovaquie chaque année. Pour ce faire, elle fait appel à de méthodes et des techniques plus modernes et évolutives et agit de plus en plus en coopération avec les autres services slovaques et étrangers concernés. La douane, administration à vocation économique et fiscale, exerce des missions générales de dédouanement des marchandises, ainsi que de surveillance des flux de marchandises, de personnes et des capitaux tant aux frontières extérieures que dans le cadre de la surveillance générale sur l'ensemble du territoire national. C'est à cette occasion que les contrôles en matière de circulation illicite de produits stupéfiants sont opérés, de même que sont constatées d'autres infractions sur les trafics d'armes, l'immigration illégale, les contrefaçons, la contrebande d'alcool ou de cigarettes, la fraude commerciale, les déchets et tant d'autres. Les risques accrus de criminalité, notamment en ce qui concerne le trafic illicite de stupéfiants, font de ce secteur une priorité d'action de la douane.

Afin de remplir au mieux cette mission, la douane adapte ses moyens et ses méthodes de travail au nouveau contexte de circulation des marchandises, des personnes et des capitaux. La part importante des saisies annuelles de drogue réalisées par la douane, de même que le pourcentage des constatations faites sur le fret commercial (environ 45% du total) montrent la spécificité de l'action douanière orientée vers la répression des trafics d'envergure. La réussite de l'action de la douane en matière de lutte contre la fraude, et en particulier contre le trafic illicite de stupéfiants, dépend de l'adaptation des structures, des pouvoirs, des méthodes de travail et de la coopération aux évolutions de l'environnement international. Si la douane joue un rôle majeur en la matière, celui-ci s'exerce désormais dans un contexte de coopération internationale renforcée entre services.

L'implantation des services douaniers répond à la logique des flux de marchandises. Ce qui explique une plus forte présence douanière dans les zones frontalières. Ces structures fixes sont complétées par des unités mobiles chargées des contrôles à la circulation sur l'ensemble du territoire. Dans le cadre de la lutte contre les stupéfiants, la Douane s'appuie sur les pouvoirs qui lui sont conférés par le code des douanes pour l'exécution de ses missions générales. Toutefois, certaines dispositions s'appliquent plus spécialement à la lutte contre le trafic de drogues. L'internationalisation et l'intensification croissante des échanges commerciaux, le développement des moyens de communication à l'échelle planétaire conduit à faire évoluer considérablement la notion de frontières ainsi que les modalités d'action de la douane qui demeure le principale responsable de la gestion des flux internationaux de marchandises et qui participe par ailleurs à celles des flux personnes. Dans ce contexte, et afin de compenser la diminution des possibilités de contrôles physiques des personnes et des marchandises, la douane et la police développent une politique du renseignement qu'elles placent de plus en plus

au cœur du dispositif de lutte contre la fraude. Cette politique comprend deux volets relatifs, l'un à la collecte et au traitement du renseignement, l'autre à la mise en œuvre de techniques d'analyse de risque et de ciblage.

La douane et la police anti-drogues saisissent en moyenne chaque année environ 50 à 60% des quantités de drogues interceptées sur le territoire national. Leur intervention dès l'entrée des drogues en Slovaquie en fait le premier rempart contre ce trafic. L'objectif prioritaire de cette action est la lutte contre les trafiquants et leurs réseaux, car elle porte souvent sur des quantités importantes de drogues avant leur diffusion sur le marché clandestin et leur coupage.

Pour illustrer ce travail voici plusieurs exemples :

- *le 25 avril 1997 sont arrêtés deux citoyens slovaques au passage frontières slovaco-autrichien avec 7513 g de cocaïne pour un coût de 45 millions de couronnes slovaques.*
- *le 11 octobre 1997 sont saisis 83,8 kg d'héroïne dans un camion turc au passage frontière slovaco-hongrois. La contrebande est transportée de Turquie au Royaume-Uni. Son coût représente 65 millions de couronnes slovaques.*
- *le 9 janvier 1998 l'héroïne de 11,4 kg sont saisis au passage frontière slovaco-autrichien chez deux citoyens allemandes en voiture privée en collaboration international, pour un montant de 40 millions de couronnes slovaques.*
- *le 30 janvier 1998 l'Unité nationale anti-drogues saisie à NITRA (le sud de la Slovaquie) un container colombien de 13 tonnes de marijuana pour un coût de 80 millions de couronnes slovaques.*
- *le 18 mars 2000 52,8 kg d'héroïne sont saisis au passage frontière slovaco-autrichien et les 3 mois plus tard 25,9 kg d'héroïne sont saisis au passage frontière slovaco-ukrainien.*
- *le 18 août 2000 ils sont arrêtés deux hommes et une femme au passage frontière slovacc-hongrois. Dans leur voiture sont cachés 10 kg d'héroïne pour un montant de 250 millions de couronnes slovaques. C'est la plus grande masse de cette drogue passée de contrebande sur notre territoire par les citoyens slovaques. Ils peuvent être punis de 8 à 15 ans de prison. Près de 5 milliards couronnes sont consacrés au « narcobiznis » par année en Slovaquie. Depuis le début de l'année 2000, 51 personnes ont été arrêtées et 100 kg de drogues ont été saisis.*

Ces exemples montrent clairement la situation dans le domaine de la lutte contre le trafic de drogue. Pour avoir encore les meilleurs résultats il faut faire la réforme du dispositif de la lutte contre la fraude de la douane et de la police slovaque avec la mise en place de structures et de pratiques de coopération au niveau international, en particulier dans le cadre européen, et avec le renforcement de la synergie entre les services répressifs nationaux. La

coopération administrative au niveau européen se développe afin de lutter efficacement contre le trafic de stupéfiants.

Avec les autres forces de sécurité, la douane et la police contribuent activement à la lutte contre le trafic de stupéfiants. Présentes, vingt-quatre heures sur vingt-quatre elles s'attachent à remplir le plus efficacement leurs missions au service de l'Etat et des citoyens.

L'EVOLUTION DU CRIME ORGANISE EN SLOVAQUIE

2. 1 La criminalité organisée en Slovaquie : naissance et développement.

Jamais les trafics criminels n'ont atteint un tel niveau en Slovaquie. Des années dernières furent des années noires : la revente de drogues, de cigarettes, de faux médicaments, de pièces détachées contrefaites, de véhicules volés, la traite de prostituées, le trafic de main-d'œuvre, le blanchiment et la corruption ; toutes ces activités décuplent la puissance des groupes mafieux structurés qui brassent désormais des sommes d'argent sale de plus en plus importantes. L'augmentation substantielle des saisies effectuées par les polices et douaniers slovaques révèle donc un état de fait : ces groupes criminels se sentent suffisamment forts pour multiplier leurs activités et prendre tous les risques. La Slovaquie n'est pas un sanctuaire protégé : ces activités illicites transitent aussi par notre territoire.

2. 11 Le crime organisé en Slovaquie sous la période communiste.

La criminalité organisée concerne la Slovaquie d'aujourd'hui. Son développement est spécifique aux pays de l'ex bloc de l'Est. Elle s'est développée sans aucun problème dans les pays de l'Europe occidentale en pleine mutation démocratique. Avant la chute du mur de Berlin l'ancien système « totalitaire » ne créait pas des conditions permettant l'essor la criminalité organisée. Pourquoi ? Parce que la situation politique internationale jouait un rôle important. La guerre « froide », le rideau « de fer », la fermeture relative des frontières, le système économique et juridique furent autant de raisons influant la situation. Si une organisation criminelle naissait, elle était immédiatement liquidée en tant qu'ennemi politique potentiel. Cela signifie que le crime organisé existait à cette époque mais qu'il était limité. Le système administratif bureaucratique qui gérait l'économie et la situation de monopole étatique d'idéologie communiste, engendraient le développement d'une économie parallèle.

Ainsi pouvait-on parler de système d'apparatchiks gouvernementaux que personne aujourd'hui n'a intérêt à médiatiser.

Les problèmes posés par la criminalité organisée, de type « mafieuse » sont particulièrement vifs en Slovaquie depuis quelques années. S'ils se

rapportent aux crimes économiques des années 1970 – 1980, les experts s'accordent à dire que leur niveau d'organisation, les méthodes employées sont beaucoup plus élaborés.

Après la chute du pouvoir communiste en 1989 avec les changements démocratiques et la réalisation de l'économie de marché, notre situation est profondément changée. La découverte des libertés jusqu'alors contraintes, conjuguées à l'ouverture des frontières et la transformation législative furent autant de facteurs permissifs. « L'enivrement démocratique » a donné lieu à des amnisties de grande ampleur paralysant l'activité de la police.

2. 12 La diffusion de crime des pays de l'Est après 1989.

A cette époque la situation est semblable et même plus mauvaise dans beaucoup de pays socialistes notamment en URSS. Le choix exclusif de ce pays pour l'étude, se justifie par la taille et le rôle régional joué par la Russie. D'après des sources officieuses, plus de 3500 groupes criminels organisés opéraient sur le territoire russe en 1989. Ces groupes ne sont pas nés en même temps. L'organisation criminelle très connue sous le nom « Vorovskoj mir » (le monde de voleurs) existe depuis des siècles. A l'époque du tsarisme les bandes armées, symboles de la lutte contre les exploités, étaient nombreuses. Après la révolution bolchevique et la « guerre patriotique » contre les armées blanches ou durant la période dite de « stagnation », beaucoup de gens débusquaient, volaient, assassinaient etc. Souvent pour des motifs politiques. Pendant la deuxième guerre mondiale les conditions n'étaient pas propices à la naissance des groupes organisés mafieux.

De 1960 à 1970 les activités du crime organisé étaient au sommet. Le système économique n'était pas capable de répondre aux demandes du peuple. Le linge pour les femmes, les survêtements, les gommes à mâcher manquaient. Cette situation fut à l'origine de la naissance d'organisations de contrebande alimentée par la corruption de fonctionnaires. Le plus grand groupe criminel de cette époque s'appelait « la mafia uzbek » L'un de chefs, Adylov était président de kolkhoz. Il était associé à Curbanov, secrétaire du parti communiste en Ouzbékistan, beau-fils de Breznev.

Le crime en URSS de 1970 à 1980 connaissait une organisation du plus haut niveau. Par exemple le groupe criminel de Aznorov était formé par les 47 membres de diverses villes en Ouzbékistan. Il commit 64 crimes durs durant 3 années. Plus de 17 groupes criminels furent découverts entre 1984 et 1988. Ils commirent 9 assassinats, 9 tentatives d'assassinats, 337 cambriolages et 2000 vols. Le rapport du ministère russe de l'Intérieur du 14 juin 1994, relatif aux « mesures extraordinaires » pour la préservation des citoyens du banditisme déclarait : « ... de janvier jusqu'à l'octobre 1994 8523 groupes criminels organisés de 27 684 personnes étaient incriminés. Un an plus tard

11 044 groupes furent incriminés pour la même durée (c'est-à-dire de 30% plus). L'effectif des crimes était en 1994 de 15 515 et de 26 486 en 1995»³

La majorité des crimes étaient imputés, non sans arrière-pensées, aux « têtes sombres », c'est-à-dire aux groupes ethniques caucasiens (Tchéchènes, Abkhazes, Azéris, Géorgiens et Arméniens). Mais les mafias russes, qu'elles agissent en Russie même ou qu'elles exportent leurs activités vers d'autres pays, voire d'autres continents, étaient surtout dirigées par les hommes d'affaires qui n'avaient rien de caucasien. La quasi-totalité des chefs de dimension internationale, arrêtés à l'étranger sont originaires de Moscou, de Saint-Pétersbourg ou de Kiev.

Le pouvoir de la mafia russe ou plutôt des mafias russes, étant donné leur caractère diffus (elles sont composées de plus de 3500 groupes dont près de 10% opèrent à l'étranger), s'est constitué très rapidement. Il semble bien être devenu une force majeure qui infiltre toutes les structures de l'Etat.

L'ancienne URSS a longtemps été perçue comme une société désorganisée par la cleptocratie de la caste dirigeante. Par contre, les groupes mafieux comprirent très vite le potentiel de richesse inimaginable du pays. L'Ex-empire détenait en effet les plus importantes réserves pétrolières du monde (80 milliards de barils), un quart de l'or mondial, le cinquième des réserves de diamants, les seconds plus grands gisements du monde en ce qui concerne le cuivre, le fer, le charbon, le nickel et le zinc. Le territoire abritait le double des réserves de bois de l'Amazonie et des quantités considérables d'uranium, de plutonium, de cobalt, de manganèse, d'argent, de bauxite, de chrome etc. De surcroît, la superpuissance moribonde laissait une gigantesque armée en déshérence, avec ses armes, ses moyens nucléaires et son matériel. Tout cela est à prendre en compte dans un pays en plein chaos, ruiné et miné par la corruption.

Le cas de la Fédération Russie est donc unique, car tout y est à vendre, et à des prix tellement bas que cela en défie l'entendement. De plus, les paiements peuvent s'effectuer en monnaie locale. Aussi un étranger ayant de bons contacts et l'astuce d'acheter sur le marché noir une monnaie ne valant presque rien, pouvait réaliser de mirobolantes affaires.

Très vite, la mafia italienne suivie d'autres syndicats criminels

basse sur les richesses du pays. On estime ainsi que 22 milliards de dollars de matières premières ont quitté la Russie en 1993, sans compter les exportations illégales et le pillage de l'arsenal militaire (conventionnel et nucléaire) pour le revendre à l'étranger.

Très vite une nouvelle mafia supplante celle qui a prospéré sous l'ancien régime grâce au système communiste de la corruption, sorte de pouvoir partagé entre les politiciens et les malfrats (les premiers ayant beaucoup de points communs avec les seconds). Si l'on se réfère d'après les sources officielles du ministère russe de l'Intérieur, cette évolution prend des proportions ahurissantes. Les gains des gangs augmentent de 1 milliard de dollars à 130 milliards au cours de 1990 à 1994. La moitié des entreprises du pays sont sous leur contrôle (dont presque toutes les banques privatisées) en 1994. Bien que difficilement vérifiables, ces chiffres rendent néanmoins parfaitement compte de ce qu'il faut bien qualifier d'explosion de la mafia russe. Cette prolifération continue interdit également de pouvoir donner des chiffres pertinents au sujet des effectifs de ces groupes mafieux. Selon certaines sources, il existe 8 à 900 « Vory v zakone » (parrains) ou « Autoritety », dont 390 en Russie même et le reste sur le territoire des autres républiques de l'Ex-URSS.

2. 2 L'activité des organisations criminelles.

Au moment même où les grandes organisations criminelles s'installent en Russie, on constate que la mafia russe part à son tour à la conquête de l'étranger. Jusqu'à la chute du mur de Berlin les mafias russes et occidentales ne peuvent se rencontrer qu'une fois à Lvov dans le cadre d'une sorte de conférence au sommet. Par contre, grâce au témoignage d'un repent, les magistrats italiens ont appris qu'une rencontre a eu lieu à Aruba, une île des Caraïbes située à 25 kilomètres du Venezuela entre la mafia sicilienne et ses fournisseurs de cocaïne colombiens. En échange de l'exclusivité de la vente en gros de cocaïne en Europe, les Siciliens permettent aux colombiens de se lancer dans le marché de l'héroïne. En 1990, une nouvelle rencontre a lieu à Berlin entre mafias russes et occidentales pour jeter les bases, semble-t-il d'un

rapidement implantée en Amérique du Nord, est aussi très présente en Europe : Belgique, Allemagne, Pologne, Autriche, Slovaquie... De même, après la chute du Mur de Berlin, on retrouve des mafias italiennes à Berlin et dans les anciennes républiques de l'URSS et ses satellites d'Europe centrale.

Les experts estiment que la criminalité organisée en Slovaquie a doublé en 2000 et influe sur presque tous les domaines de vie de la société et de l'économie. En fait, elle risque d'altérer la confiance des habitants vis à vis des institutions étatiques. Il est bien connu que le crime organisé se nourrit de pénurie, de demande de marchandises et de services. Si quelque chose manque, on substitue les sphères légale et illégale. On peut dire qu'elles fournissent les conditions permissives à l'évolution des activités criminelles. La législation compliquée, conjuguée à la lourdeur de la loi anti-drogues et à l'instabilité de la situation politique sont autant de conditions favorables.

Bien qu'il ne faille pas être pessimiste les conditions de permissivité sont manifestes :

- *libéralisation des conditions de vie, dévalorisation du contrôle social*
- *anonymat amplifié par le droit au secret des informations privées*
- *secret bancaire et imposition importante*
- *internationalisation des relations économiques et politiques*
- *plus grande mobilité de clients d'affaires*
- *annulation des contrôles aux frontières*
- *augmentation de contacts financiers*
- *marché mal contrôlé et blanchiment de l'argent sale*
- *engorgement de la justice et de la police*
- *possibilités limitées (par la loi) des poursuites dans le cadre de la lutte contre le crime*

Ainsi, la Slovaquie est un terrain favorable au développement des activités criminelles. En cours de transformation, notre économie est touchée par la migration clandestine. Notre système juridique, policier et étatique se transforme très radicalement. De temps en temps ceci induit des situations à risque mais efficaces pour pénétrer les réseaux du crime.

« familles », dotée de hiérarchies élaborées et de règles dont on ne dévie qu'au péril de sa vie.

Les gangs russes, (leurs membres sont les plus nombreux sur notre territoire), ne sont pas de vraies mafias au sens des criminologues, mais des groupes très intégrés dans l'économie « licite » à la faveur des privatisations. Les experts estiment les effectifs à 5000 clans, 100 000 hommes environ dans le monde. Les noms d'Anatoli Bykov et de Semion Mogilevitch sont parmi les plus cités.

Les activités des gangs russes, les plus réalisées en Slovaquie sont le trafic de stupéfiants, armes, contrebande d'alcool et de cigarettes. En collaboration avec les individus ou les groupes criminels slovaques, ils contrôlent peut-être une partie des activités « financières ». Il faut savoir que 85% des banques commerciales russes sont sous l'emprise des groupes criminels).

L'un des plus dangereux facteurs des gangs russes, est leur possibilité d'acquérir de matériel nucléaire. Les dernières années, plusieurs cas de contrebande nucléaire étaient notés. Par exemple, de 1991 à 1999 en Allemagne et en Pologne, la contrebande augmentait de 71 cas. Ces contrebandes étaient remarquées aussi en Slovaquie.

Les chefs de gangs russes agissants sur notre territoire, sont souvent des personnes ex apparatchiks, militaires ou des services secrets de l'URSS (KGB et milices soviétiques). Aujourd'hui ils bénéficient de la réussite de leur entreprise. (commerce de carburants, textiles, chaussures etc). Les simples membres des gangs sont recrutés parmi les vétérans des guerres d'Afghanistan ou de Tchétchénie, les sportifs de haut niveau, parmi les milieux criminels. Ce sont d'anciens fonctionnaires d'Etat. Les gangs russes collaborent aussi avec les habitants de nationalité ukrainienne et russe qui vivent légalement en Slovaquie. Selon les informations de la police, on constate que la criminalité russe n'affecte pas la région de la Slovaquie.

D'autres organisations criminelles agissant en Slovaquie sont les plus importantes la mafia albanaise et italienne. De quoi s'agit-il ? La mafia albanaise comporte d'une armée de 50 000 hommes en Albanie et de nombreux petits groupes, de 15 à 20 personnes, un peu partout en Europe. Les

Quant à la mafia italienne, le Cosa Nostra (Sicile) compte 120 familles - dont la moitié dans la région de Palerme - et 6000 membres ; la Camorra (Naples et Campanie), plus de 100 clans, avec 7000 affiliés ; la Ndrangheta (Calabre), 150 cellules criminelles et 6000 membres ; Sacra Corona Unita (Pouilles) 32 familles. Les dirigeants les plus connus sont Bernardo « Binnu » Provenzano qui serait le grand chef de Cosa Nostra. Les chefs de la Camorra (Francesco Schiavone) et de la Ndrangheta (Giuseppe Piromalli) ont été arrêtés, mais les coups de filet n'ont même pas entravé l'activité de ces groupes. Cette activité est très variée : stupéfiants, racket, fraude aux subventions européens, contrebande de cigarettes... Présente dans 42 pays, très liée aux cartels colombiens, Cosa Nostra est sortie de la prostitution et du kidnapping. La Ndrangheta et la Camorra profitent de leurs relais dans le sud de la France. La Ndrangheta calabraise est la plus riche, même si 3,3 milliards de francs de biens ont été saisis. Les groupes criminels italiens, peu nombreux actuellement, ne sont pas le problème le plus grave en Slovaquie. Ils centralisent surtout leurs activités dans la capitale. Les Mafias italiennes ne ressemblent plus à celles que le cinéma mettait en scène dans Le Clan des Siciliens. La mafia ne tue plus (mais si c'est nécessaire en leur point de vue). Plus discrète, délaissant les règlements de comptes, elle s'est lancée dans les activités sophistiquées et moins visibles de la finance et du high-tech. Avec, comme activités favorites, le détournement des subventions communautaires, la cybercriminalité et le blanchiment d'argent sale. Les experts, spécialistes de la criminalité organisée affirment que d'une Mafia de soldats, on est passé à une Mafia de cadres.

Quant à la « Maffya » turque, elle comporte d'une dizaine de clans turcs ou kurdes qui prospèrent grâce aux liens les unissant aux politiciens locaux de tous bords. Certains sont proches du mouvement nationaliste des Loups gris, d'autres, des séparatistes kurdes du PKK. L'un des principaux parrains, Ramazan Yildiz, est tombé en 1999. Les activités de la maffia turque sont très variées mais elle profite notamment du trafic d'héroïne entre l'Afghanistan et l'Europe, contrefaçon, racket, jeux clandestins.

Malheureusement ce n'est pas tout. Sur notre territoire agissent encore d'autres groupes criminels : de Bulgarie (les vols de voitures, l'immigration

La criminalité économique semble extrêmement dangereuse non seulement pour l'économie slovaque mais aussi pour l'économie mondiale. Elle pénètre l'économie et dans le domaine financier en utilisant des subterfuges parfaitement légaux. Ceci représente une menace majeure dans la mesure où les citoyens risquent de perdre confiance dans les institutions financières et politiques. La criminalité économique organisée peut altérer gravement les fonctions financières et les institutions publiques. Elle peut par ailleurs contribuer à favoriser l'inflation et le chômage. Comme menace grave, on peut également évoquer le pouvoir des acteurs du crime économique organisé et la pression qu'ils peuvent effectuer à l'égard des entrepreneurs, banquiers, personnalités publiques. Chantage et corruption en sont des risques majeurs alors que le pays connaît de profondes transformations économiques. Selon les sondages effectués sur les opinions publiques, l'impact de la criminalité organisée économique, est beaucoup plus élevé que celui des crimes classiques. C'est essentiellement parce que la criminalité organisée économique est indéniablement plus discrète, plus secrète et plus opaque. Les acteurs de criminalité sont souvent des « cols blancs » véritables professionnels, qui possèdent un pouvoir économique supérieur au pouvoir politique local. Fort de cette puissance, ils se jouent des lois et réglementations. Grâce à ces facteurs ils sont capables d'affronter les lois.

La criminalité organisée économique répond aux critères suivants :

- *préférence des intérêts individuels aux intérêts généraux*
- *perte de confiance des citoyens vis à vis des institutions compte tenu de la réputation de corruption*

La pratique juridique en Slovaquie retient la définition suivante : « ... c'est une somme de faits criminels selon la loi pénale lorsque la relation entre le criminel et la victime semblent parfaitement légale alors que la confiance et les relations économiques se font exclusivement au profit du criminel... »⁴.

On peut donc constater que la criminalité organisée économique relève des domaines économiques et répond aux indices suivants :

- l'activité se déroule suivant une véritable planification.

(heureusement), a donné naissance en Slovaquie à un secteur privé qui représente près de 80% du PIB. L'Etat continue cependant à jouer un rôle dominant dans le secteur des banques, des transports et dans les grandes entreprises. Mais la spéculation, la contrebande, le marché noir et les bonnes affaires couvertes par des responsables politiques (de toutes obédiences) ont ainsi favorisé l'accumulation rapide de quelques grosses fortunes. La boutade du vieux Rockefeller « Je peux justifier l'origine de chaque million de dollars, sauf du premier »⁵, s'est répétée dans la plupart des cas, comme une recette miracle, mais pour quelques-uns seulement. Ce processus de libéralisation économique a eu des conséquences désastreuses sur les plans moraux et déontologiques.

3. 11 La difficulté d'obtenir des témoignages

La criminalité organisée économique est caractérisée par sa grande latence. En effet, il semble très difficile de recueillir des témoignages en cas de procédure judiciaire. Les raisons en sont multiples.

- *Le premier motif* coïncide avec les difficultés à mettre en œuvre des logiques de dénonciation. Les organisations et les structures utilisées sont très opaques et rendent toute action pénale complexe. Le mélange d'opérations économiques illégales et légales (upperworld, underground) rend opaque les activités criminelles. Souvent les activités légales permettent de blanchir de l'argent gagnée de façon illégale. Pour affronter le crime économique organisé il est important de s'appuyer sur l'opinion publique. C'est une question de morale et d'honneur.
- *Le deuxième motif* est lié à la législation compliquée et peu adaptée compte tenu de son ancienneté. Le système juridique slovaque demeure très compliqué. Le droit à la défense y est sacré. Le secret des affaires et le respect de l'anonymat est une règle d'or. Aussi le recours à des avocats d'affaire performants permet de détourner les procédures et d'obtenir facilement l'indemnité. Quelque soit le statut de l'indemnité, elle est

espère néanmoins mettre en place un dispositif de collaboration avec les pays limitrophes. Une étroite coopération policière et judiciaire est l'indispensable réponse pour restreindre la liberté d'action des acteurs de grande criminalité sur le plan transnational. Celle-ci n'est pourtant encore qu'un vaste chantier. Ses outils sont souvent critiqués, et les vitrines affichées (la coopération en matière de douane ou en matière de terrorisme, fruits d'une longue culture et de pratique obligatoires) sont encore loin de pouvoir s'appliquer à tous les terrains du crime. Le chemin sera donc encore long. Les Etats membres (mais les Etats hors l'U.E encore plus), ne sont en effet pas prêts à abandonner leur souveraineté en matière policière et judiciaire.

Ces divergences concernant la définition des crimes, les procédures et les sanctions se doublent aussi de pratiques différentes sur le terrain. C'est une raison pour laquelle il faut aussi préparer la coopération avec les onze pays d'Europe de l'Est, candidats à une adhésion à l'Union. Les négociations sont avancées dans les secteurs traditionnels, il reste beaucoup à faire en matière de coopération judiciaire et policière. Ces pays doivent faire face à des problèmes d'inefficacité de leurs frontières, à des problèmes d'infrastructures, d'entraînement, de corruption et de déontologie.

Pour les aider, l'Union européenne envoie des conseillers, organise des missions d'évaluation, passe des contrats d'assistance administrative entre Etat membres et pays candidats.

- *Le quatrième motif*, c'est l'activité des criminels ayant pour but de cacher leurs activités illégales. La plupart du temps, il s'agit de personnes intelligentes et bien qualifiées. Près de 50% de la criminalité de droit commun, est le fait de criminels récidivistes. En ce qui concerne la criminalité économique organisée, le ratio correspond à 80% de criminels incriminés pour la première fois.

3. 12 Les éléments du crime organisé économique

- *Etudier le champ d'activité des criminels* : à une échelle régionale, étatique ou internationale.
- *Infiltrer les structures des systèmes mafieux* : les liens de subordination et d'autorité sous-jacents.
- *Connaître les réseaux d'entraide entre les membres des groupes* : Cette action peut permettre de comprendre les recours à l'intimidation des témoins et des sinistrés ...
- *Mesurer le degré de corruption* : Il s'agit d'étudier les opérations connexes : vols de véhicules, prostitution, jeux illégaux...
- *Mener des actions de communication à l'égard des opinions publiques* : Il s'agit via les médias, de toucher les citoyens.

On constate donc que la criminalité économique organisée est plus complexe et plus professionnelle que la criminalité traditionnelle. Les conséquences pour la société civile en sont plus désastreuses.

3. 2 La criminalité organisée financière

La tendance à sous-estimer l'importance et le nombre de cas de criminalité financière organisée risque d'altérer la confiance des citoyens vis à vis de l'Etat. Conséquence indirecte, les entrepreneurs de bonne volonté peuvent hésiter à investir leurs capitaux financiers dans la sphère économique nationale. L'impact sur l'économie est désastreux.

La criminalité financière organisée constitue une activité criminelle qui dégage des flux financiers très importants. Les activités de blanchiment d'argent, de trafic de devise sont particulièrement élaborées.

Ventes illégales d'armes, contrebande, trafic de drogues, prostitution génèrent tous les ans des sommes énormes à blanchir. Certes, il n'existe aucune statistique permettant de cerner l'ampleur de cette nouvelle industrie financière. Le FMI évalue le volume du blanchiment de capitaux dans le monde entre 2 et 5% du produit intérieur brut mondial. Soit entre 590 milliards et 1 500 milliards de dollars, c'est-à-dire l'équivalent de l'économie d'un pays comme l'Espagne pour le premier chiffre et celle de la France pour

souçons. Une économie n'ayant pas recours aux espèces, où toutes les transactions seraient enregistrées, poserait d'énormes problèmes aux auteurs d'actes de blanchiment. De la même façon, une règle rendant illégales les transactions en espèces au-dessus d'un certain montant, pour la plupart des activités commerciales où l'usage d'espèces est habituel, créerait aussi des difficultés à ces opérateurs. Il est donc indispensable, pour que les criminels puissent profiter des revenus de leurs activités, que l'origine de ceux-ci soient dissimulée.

Le problème du blanchiment de l'argent sale est relativement nouveau en Slovaquie. Des cas concrets de blanchiment ne sont pas mis à jour mais des indices existent concernant la privatisation des thermes, des entreprises etc. Les instances de contrôle mènent des enquêtes dont les résultats sont tenus secrets...

3. 21 Le blanchiment de l'argent sale

La technique du blanchiment consiste à injecter de l'argent d'origine criminelle dans les circuits réels ou fictifs d'une activité d'apparence respectable. A chaque stade, l'argent s'éloigne de sa source « noire ». Des premières analyses effectuées par le GAFI (Groupe d'action financière sur le blanchiment des capitaux), il ressort que les banques et autres institutions financières de dépôts sont les principaux agents de transmissions des fonds. A mesure qu'on avance dans le temps, cette vision s'élargit et se complique. Il devient question, entre autre, de l'importance croissante prise par les institutions financières non bancaires, du rôle accru joué par des entreprises situées précédemment hors du secteur financier, mais qui y ont désormais un accès plus large ou encore des facilités accrues du fait de la multiplication par toutes sortes de firmes de leurs filiales dans des places financières à l'étranger. En se décloisonnant et en s'internationalisant, le système financier a permis à l'argent sale de mieux se cacher, se mouvoir et se mettre en valeur, parfois loin de son lieu géographique et social d'origine.

capitaux. Entre l'instant où le criminel ramasse de grosses quantités de numéraires et celui où il réussit à déposer ces capitaux dans une banque qui lui confère l'anonymat, il doit compter sur des courtiers et des circuits financiers. Parmi les techniques courantes rencontrées par les enquêteurs on trouve notamment l'exportation matérielle d'espèces vers d'autres pays suivie d'une opération de change ; l'acquisition de devises ou de chèques de voyage à l'aide d'espèces et l'acquisition, contre espèces, d'objets précieux, de bijoux, de métaux précieux, d'objets de collections, revendus ensuite avec encaissement de chèques ou de transferts bancaires.

- *L'empilage (dissimulation des ressources)* : cette technique consiste à multiplier les opérations financières pour les rendre complexes, donc opaques, et dissimuler les traces de l'origine des fonds dans les paradis réglementaires ou au travers de sociétés écrans. A partir d'un certain nombre de transactions, l'observateur perd de vue le point de départ du circuit financier. On a pu observer ainsi: l'achat de valeurs mobilières avec des fonds transférés de l'étranger et l'établissement d'un prêt garanti par ces valeurs mobilières, la revente de chèques de voyage donnant lieu à établissement d'un chèque de banque ; ce chèque déposé sur un compte bancaire, sert à financer l'acquisition de biens.
- *L'intégration (absorption dans les circuits légaux)* : c'est le procédé le plus élaboré. Il consiste à conférer une apparence licite à des fonds qui étaient au départ d'origine totalement illicite. Cette origine est « déguisée ». Les fonds blanchis sont mélangés à des fonds obtenus régulièrement. Par exemple une exportation fictive ou fortement majorée, donne lieu à un paiement depuis l'étranger. Cette vente à un prix anormalement élevé fera l'objet d'une prise en compte officielle dans la comptabilité de l'exportateur mais aussi un achat de bons anonymes est effectué en espèces, la plupart du temps par un prête-nom. A l'échéance, une personne physique ou morale est souvent établie dans un paradis réglementaire. L'opération peut ensuite donner lieu à un virement bancaire. Ces fonds d'apparence légale sont portés, les cas échéant, au crédit d'une société contrôlée par les trafiquants. Ils peuvent revenir

des dépôts. Le fait que le demandeur de la monnaie semble se déplacer d'un pays à l'autre pour cause de blanchiment d'argent (faussant ainsi les données monétaires) aura des conséquences néfastes sur la stabilité des taux de change et d'intérêts, car le suivi des agrégats monétaires deviendra aléatoire.

La confiscation des revenus criminels nuit à la répartition normale des richesses et donc à la croissance mondiale. Celle-ci ne peut que pâtir du fait que les activités criminelles souterraines réorientent les revenus des gros épargnants vers ceux qui épargnent peu, ou les investissements sains vers les placements risqués et de moindre qualité. Dans certains pays, les fonds provenant de la fraude fiscale sont plutôt investis dans des petites entreprises très rentables dont l'assise financière est faible, et qui par ailleurs appartiennent à un secteur où la fraude fiscale est plus courante. En outre, la fraude, le détournement de fonds et les délits d'initiés seraient plus fréquents dans les secteurs et les marchés porteurs dont la croissance est rapide et donc « là où se trouve l'argent ! ». Enfin, l'argent sale présente un risque pour le fonctionnement efficient des marchés dans la mesure où les déplacements de capitaux se font hors de toute logique économique : ceux qui veulent blanchir de l'argent recherchent non pas le meilleur rendement, mais le meilleur compromis entre sécurité du recyclage des fonds et objectif de rentabilité de l'opération. Ainsi, le transit de l'argent sale, lorsqu'il joue sur des flux importants, peut créer des « tendances » interprétées par d'autres acteurs économiques comme le reflet d'une activité qui n'est en réalité qu'un écran de fumée.

Le blanchiment d'argent a également des effets macro-économiques indirects. Les transactions illégales peuvent par contagion dissuader celles qui sont légales. Les plus pessimistes soulignent le danger, encore théorique, de voir une coalition d'intérêts criminels s'attacher à déstabiliser une économie nationale parce que les mesures mises en place par son gouvernement pour lutter contre les trafics illicites, seraient jugées dérangeantes.

Au-delà de l'aspect quantitatif des profits criminels placés au cœur des pouvoirs publics et blanchis dans l'économie, il s'agit d'identifier les blocages majeurs que cette criminalité peut représenter vis à vis de l'économie nationale.

technique, et d'obtenir des complicités en chaîne pour garantir l'opacité des opérations.

L'économie criminelle est devenue intimement liée à l'économie légale. La mise en œuvre d'un trafic nécessite impérativement aujourd'hui de coordonner les activités illégales avec des activités légales. Pour détourner des aides de la Communauté européenne, une organisation mafieuse doit constituer une société commerciale, parfois même tout un groupe de sociétés, qui produisent des biens ou des services réels, dans une parfaite légalité apparente. Un cartel de la drogue ne peut donc mettre en place ses infrastructures et sa logistique, puis réinvestir ses profits sans disposer de tout un éventail de sociétés et de compte en banque. Il doit s'appuyer sur des industriels, des commerçants, des intermédiaires et des courtiers, des conseils, des financiers, des avocats aux allures rigoureusement honnêtes ou en tout cas suffisamment pour faire illusion. L'industriel, l'avocat, le banquier, l'assureur, le policier, le fonctionnaire et le magistrat qui mettent leur savoir, leur pratique ou leur pouvoir au service du crime organisé, sont des « criminels à temps partiel ». Le banquier ne participe pas au trafic de drogue mais, s'il ne ferme pas les yeux sur l'origine de l'argent qu'il blanchit, le trafiquant ne pourra jamais recycler ses profits dans les marchés financiers. La corruption s'institue donc, par nécessité, dans toute l'activité économique légale puis s'institutionnalise. Car si le laxisme et la corruption profitent aux organisations trafiquantes et aux blanchisseurs, les investissements réalisés pour blanchir l'argent créent à leur tour des « espaces d'impunité » qui contribuent au développement du trafic.

Les criminalités organisées sont enchevêtrées en profondeur dans la réalité politique, institutionnelle et économique de notre temps. Les organisations criminelles visent à exercer- surtout par le biais de la violence, de la corruption et de la fraude- des positions d'influence qui s'opposent aux pouvoirs dans un Etat de droit ; elles doivent donc être considérées comme de véritables contre pouvoirs.

Dans certaines régions du monde en difficultés sur le plan économique, la corruption, depuis longtemps endémique, a changé de nature. Sur ces terrains fertiles, la crise de la dette, les plans d'ajustement structurels du FMI

comme une réponse à la crise : un moyen pour dépasser des handicaps liés à la mondialisation et se plier, du moins sur le papier, aux exigences de l'ajustement structurel et/ou plus prosaïquement faire face à leur dettes à l'égard des banques occidentales et du FMI.

Ces économies ont d'énormes besoins de capitaux, ce qui ne les incitent pas à se montrer spécialement sélectives. Sur un plan plus strictement financier, la mondialisation des marchés s'est accompagnée d'une diversification des instruments avec en corollaire un contrôle des flux et des intervenants plus difficile à assurer. Ainsi, après la chute de l'empire soviétique, la transition économique amorcée dans tous les pays de l'ex bloc de l'Est s'est accompagnée d'une vague de privatisation sans précédent et donc d'une redistribution du pouvoir économique en faveur des nouveaux capitalistes. Le manque de transparence dans lequel se sont déroulées les privatisations de masse a permis à des intérêts criminels de prendre pied dans des secteurs productifs et financiers stratégiques.

Conclusion

La scène internationale mais malheureusement aussi la scène slovaque ne sont pas épargnées par la criminalité organisée. La fin d'un monde bipolaire, certes inquiétant mais relativement stable, accentue ce phénomène. Acteurs économiques commerciaux majeurs, recherchés et enviés, ces réseaux de criminalité organisée, sont aujourd'hui sources d'enjeux et de conflits qui influencent les relations internationales et nationales. Elles pénalisent tous les Etats qui ont besoin d'ordre pour se développer alors qu'ils sont impuissants quand il s'agit de mettre un terme aux trafics de drogues par exemple.

Le rapport national sur le développement en Slovaquie de 1999 donne des statistiques montrant une situation très grave pour ce qui concerne le domaine de drogues. En raison de sa pauvreté relative, les « narcomans » slovaques consomment des drogues de qualité des plus basses. Cette

des mafia albanaises, italiennes et autres, la Slovaquie se transforme progressivement en Etat producteur.

En ce sens, la géopolitique des drogues est avant tout celle de la défaillance générale des Etats. Véritable fléau des temps modernes, source et vecteur d'insécurité, le trafic de drogues, le blanchiment de l'argent sale et les autres crimes organisés doivent faire l'objet d'une lutte sans faille associant tous les moyens disponibles dans une véritable coopération.

Mais il faut dire que des progrès ont été accomplis en matière de coopération entre les services répressifs opérationnels des Etats membres de l'Union européenne ; essentiellement les services chargés des missions de police et de douane. Ces avancées sont rendues encore plus nécessaires dans la perspective d'élargissement de l'Union européenne. Toutefois, cette coopération reste principalement technique et souvent centrée sur l'échange de renseignements sur les organisations criminelles et sur leurs activités. Le Parlement européen presse aussi les Quinze d'accélérer la création du Collège européen de police qui devrait réunir dans un premier temps les cadres à haut potentiel des polices européennes. « Il faut que les pays candidats aient un jour la même culture policière que nous », explique Michel MAGNIER, de l'Unité de la coopération policière et douanière au sein de la direction JAI. Il faut « par exemple que les policiers slovaques adoptent les mêmes méthodes d'interrogatoire, qu'ils arrêtent les criminels au lieu de les tuer... »⁶.

Aller plus loin, et donc être plus efficace, nécessite une adaptation des systèmes juridiques, et dans une moindre mesure des mentalités au sein des services répressifs. Mais le frein le plus sensible à cette coopération dans le domaine de la lutte contre la criminalité organisée, reste l'inadaptation des législations ou plus exactement leur manque de compatibilité. Or dans des Etats de droit, les services répressifs opérationnels ne peuvent inscrire leur action que dans le respect de règles juridiques. C'est l'essence même de leur activité et la condition sine qua non de la préservation des libertés publiques et donc des droits de l'Homme.

Donc, une lutte efficace contre la criminalité organisée passera en Europe par une refonte des systèmes de coopération judiciaire. Il faut que les trafiquants ne soient pas les seuls à profiter de la libre circulation des

BIBLIOGRAPHIE

La drogue : l'histoire- médecine- justice

Frantisek Novomesky, 1996

Le rapport national de développement humain

Slovaquie, 1999, Bratislava

Les drogues en armée- quoi faire ?

Lubomir Vrazda, 1996, Bratislava

L'armée de la République slovaque en 1999

Ministère de la DEFENSE, Bratislava 1999

« La Drogue », Revue de sciences sociales

Les cahiers de la sécurité intérieure, France, N°32,1998

Les drogues dans l'expérience policière

Ministère de l'Intérieure, Bratislava 1998

La criminalité organisée I., II., III.

Miroslav Lison, Jozef Bosy, Bratislava 1998

L'Expansion « La nouvelle économie du crime »

N°632, France, novembre 2000